

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal – CS 83037
29334 QUIMPER Cedex

Quimper, le **14 NOV. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2023

Contexte et constats

Publié sur



PRESTIA CRONOLAC

**ZI DE KERANGUEVEN
29460 HANVEC**

Références : ENV-D-23. **0495**
Code AIOT : 0005514567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement PRESTIA CRONOLAC implanté ZI DE KERANGUEVEN 29460 HANVEC. L'inspection a été annoncée le 23/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRESTIA CRONOLAC
- ZI DE KERANGUEVEN 29460 HANVEC
- Code AIOT : 0005514567
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PRESTIA CRONOLAC exerce des activités de grenaillage mécanique, de métallisation et d'application de peinture poudre sur des matériaux en acier principalement. L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°48-06 AI du 19/10/2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- ressources en eaux d'extinction et rétention des pollutions accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Eaux pluviales et eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.3.12	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Ressources en eau et moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 7.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.5.1	/	Sans objet
6	Ressources en eau et moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 7.6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 3.2.5	/	Sans objet
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 7.6.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé deux écarts majeurs en matière de prévention des risques accidentels qui imposent à l'exploitant de prendre des mesures correctives à court terme. De plus, l'inspection a mis en évidence la nécessité d'actualiser la situation administrative et de justifier de la capacité des ressources en eau d'extinction disponibles en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : L'établissement comprend les installations classées décrites ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> - rubrique 2565.2.a (A) : volume des cuves de traitement chimique de surface de métaux de 33250 L ; - rubrique 2567 (A) : revêtement métallique par pulvérisation de métal fondu ; - rubrique 2940.3.a (A) : application de peinture poudre à base de résines organiques, quantité de 210 kg/j ; - rubrique 1412.2.b (D) : dépôt de propane en réservoir aérien fixe de 20 t ; - rubrique 2575 (D) : emploi d'une grenaille métallique le décapage de métaux d'une puissance de 32 kW ; - rubrique 2920.2.b (D) : installation de compression d'air d'une puissance de 82 kW ; - rubrique 2940.2.b (D) : application de peinture liquide par pulvérisation, quantité de 90 kg/j.
Constats : L'exploitant déclare que les activités de traitement de surface relatives aux rubriques 2565-2-a et 2940-2-b n'ont jamais été mises en service. Par conséquent, ses installations n'ayant pas été exploitées dans un délai de 3 ans après la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 19/10/2006, l'autorisation au titre de la rubrique 2565-2-a et la déclaration au titre de la rubrique 2940-2-b cessent de produire effet. De plus, l'inspection indique que les rubriques 2567, 2940 et 2575 ont été modifiées respectivement par les décrets n°2013-1205 du 14/12/2013, n°2020-559 du 12/05/2020 et n°2017-1595 du 21/11/2017 et que la rubrique 2920 a été supprimée par le décret n°2018-900 du 22/10/2018.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant indique qu'un permis de construire a été déposé pour la construction d'un bâtiment d'une surface au sol de 1100 m ² , dans le prolongement du bâtiment existant, afin d'implanter une grenailleuse mécanique. Par courriel du 12/06/2023, l'exploitant a transmis un formulaire de porter à connaissance à la DREAL. L'inspection indique que ce document ne détaille pas suffisamment les évolutions prévues et ne comporte ni le positionnement vis-à-vis des rubriques de la nomenclature des installations classées ni l'actualisation de l'étude d'impact et de dangers, le cas échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de l'établissement ainsi que les actions visant à réduire leur consommation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La consommation de solvants dans l'établissement est limitée à 4425 kg/an, aucune des substances utilisées ne figurant à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.
Constats : L'exploitant déclare l'absence de consommation de solvants au sein de l'établissement, celle-ci étant liée aux activités de traitement de surface non mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux pluviales et eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Avant leur rejet, les eaux concernées sont canalisées vers un (des) bassin(s) tampon(s) étanche(s), régulateur(s) de débit, représentant un volume minimal de 500 m ³ équipé(s) : <ul style="list-style-type: none">- d'un déversoir d'orage implanté en tête ;- d'une canalisation de rejet en continu d'un débit de fuite ne dépassant pas 15 litres/seconde munie d'une vanne de fermeture rapide ou de tout autre dispositif présentant des garanties équivalentes ;- en sortie, d'un dispositif débourbeur/séparateur d'hydrocarbures.

Ces ouvrages sont entourés d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres munie d'un portail d'accès normalement fermé à clef. Ils sont conçus, implantés et dimensionnés de sorte à prévenir toute contamination, pollution à partir d'une inondation des matériaux présents sur le site. Ils sont entretenus en bon état de sorte à conserver leur étanchéité et optimiser en permanence le volume de rétention disponible.

Constats :

L'exploitant déclare la présence d'un bassin assurant une fonction de régulation des eaux pluviales et une fonction de rétention des eaux susceptibles d'être polluées, dont l'exutoire de rejet est un bassin d'infiltration. Le bassin est équipé d'une vanne de barrage à activation manuelle. L'inspection constate que le bassin de régulation/rétention présente un niveau de remplissage très élevé et que la canalisation de rejet vers le bassin d'infiltration est complètement immergée. L'exploitant n'est pas en capacité de justifier du dimensionnement des ouvrages. L'inspection rappelle que le bassin de régulation/rétention doit disposer en permanence d'un volume utile correspondant au volume des eaux susceptibles d'être polluées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 7.6.7

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueilli directement dans les bassins tampons visés à l'article 4.3.12 du présent arrêté.

Les organes de commandes nécessaires à la mise en œuvre de ces bassins (actionnement de la vanne de fermeture d'urgence ou du dispositif présentant des garanties équivalentes) doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement ou à distance. La mise en œuvre de ces organes fait l'objet d'une consigne écrite particulière. [...]

Constats :

L'inspection constate la présence d'une consigne relative à la fermeture du bassin de confinement en cas de déversement accidentel ou d'incendie (réf : CRC QSE 06 IT 04 en date du 09/02/2023), affichée sur le portail d'accès au bassin. L'exploitant indique que le directeur, le responsable maintenance, le responsable production et l'animateur QSE disposent de la clé d'accès à ce bassin.

De plus, l'exploitant précise qu'un exercice à la mise en œuvre de cette vanne de fermeture est organisé 1 fois par an lors de la journée de sensibilisation des opérateurs à la démarche ISO 14001 du site. L'exploitant met à disposition la fiche d'émargement de la dernière journée de formation, organisée le 20/01/2023, mentionnant les situations d'urgence. A la demande de l'inspection, l'exploitant a manœuvré la vanne de fermeture avant succès.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ressources en eau et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau d'incendie d'une capacité minimale de 360 m³ implantée sur le site de l'établissement, maintenue en toutes circonstances à son niveau minimal de 360 m³ et ré-alimentée à partir du réseau public d'adduction pour compenser notamment les pertes par évaporation et entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres et munie d'un portail d'accès ;- une réserve permanente d'eau d'incendie d'une capacité minimale de 120 m³ implantée à moins de 200 mètres de l'établissement (domaine public). [...]
Constats : L'inspection constate la présence d'une réserve d'eau incendie implantée à l'intérieur de l'établissement, à proximité immédiate du portail d'accès. De plus, l'exploitant déclare la présence d'une réserve d'eau incendie communale et d'un poteau incendie public situés dans la rue accédant à l'établissement. Toutefois, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier du volume d'eau disponible à partir de ces réserves ni du débit fourni par le poteau incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Ressources en eau et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : En outre : <ul style="list-style-type: none">- [...] des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible [...]
Constats : L'inspection constate la présence de matières premières (acier galvanisé) entreposées sur une palette en bois sur l'aire de mise en aspiration des engins-pompes, gênant l'accès de la réserve d'eau incendie située dans l'enceinte de l'établissement, par les services de secours et de lutte contre l'incendie. De plus, l'inspection note que l'aire de mise en aspiration n'est pas matérialisée au sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ PRESTIA CRONOLAC
DANS LE CADRE DE L'EXPLOITATION D'UN ÉTABLISSEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE TRAITEMENT
DES MÉTAUX SITUÉ ZI DE KERANGUEVEN À HANVEC**

Le Préfet du Finistère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°48-06 AI du 19 octobre 2006 autorisant la société CRONOLAC à exploiter dans la ZI de Kerangueven à Hanvec un établissement spécialisé dans le traitement des métaux ;
- VU** le récépissé de changement de dénomination sociale en date du 26 octobre 2017 au profit de la société PRESTIA CRONOLAC ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées en date du X novembre 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec AR du même jour, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 31 octobre 2023, l'exploitant déclare la présence d'un bassin assurant une fonction de régulation des eaux pluviales et une fonction de rétention des eaux susceptibles d'être polluées, dont l'exutoire de rejet est un bassin d'infiltration ;

CONSIDÉRANT que ce bassin est équipé d'une vanne de barrage à activation manuelle ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 31 octobre 2023, l'inspection constate que ce bassin présente un niveau de remplissage très élevé ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 31 octobre 2023, l'inspection constate que la canalisation de rejet vers le bassin d'infiltration est complètement immergée ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de sinistre, les eaux susceptibles d'être polluées ne pourraient être collectées par le bassin prévu à cet effet ;

CONSIDÉRANT que le bassin de régulation/rétention doit disposer en permanence d'un volume utile correspondant au volume des eaux susceptibles d'être polluées ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 31 octobre 2023, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier du dimensionnement de ces ouvrages ;

- CONSIDÉRANT** qu'en l'absence de justification du caractère suffisant du volume de rétention, il appartient à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les eaux susceptibles d'être polluées qui ne pourraient pas être confinées ;
- CONSIDÉRANT** que ces constats révèlent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 31 octobre 2023, l'inspection constate la présence de matières premières (acier galvanisé) entreposées sur une palette en bois, sur l'aire de mise en aspiration des engins-pompes ;
- CONSIDÉRANT** que cet entreposage gêne l'accès à l'accès de la réserve d'eau incendie située dans l'enceinte de l'établissement, par les services de secours et de lutte contre l'incendie ;
- CONSIDÉRANT** que ce constat est susceptible de conduire à une dégradation du niveau de sécurité de l'installation en cas d'incendie ;
- CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 31 octobre 2023, l'inspection constate que cette aire de mise en aspiration n'est pas matérialisée au sol ;
- CONSIDÉRANT** que ces constats révèlent un manquement aux dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société PRESTIA CRONOLAC de satisfaire les dispositions des articles 4.3.12 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTÉ

Article 1

La société PRESTIA CRONOLAC (AIOT n°0005514567) exploitant une installation spécialisée dans le traitement des métaux, sise ZA de Kerangueven sur la commune d'Hanvec (29460) est mise en demeure de respecter, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :

- l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 relatif au bassin assurant les fonctions de régulation des eaux pluviales et de rétention des susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie ;
- l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 relatif à l'accessibilité par les services d'incendie et de secours et à la matérialisation de la réserve d'eau incendie implantée sur le site.

Article 2 – Sanctions administratives

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par

le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution et ampliation

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PRESTIA CRONOLAC et dont une copie sera adressée au maire d'Hanvec.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Destinataires :

- M. le Maire d'Hanvec
- DREAL Bretagne / UD 29
- M. le Directeur de la société PRESTIA CRONOLAC

